SECTION 0. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AA0)

Avis d'appel d'offres

Nom de l'Autorité contractante : *Ministère des Affaires étrangères (MAE)*

Objet : Accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition de fournitures de bureau, des produits d'entretien de véhicules, de documents juridiques et d'ampoules au profit des 3 programmes du MAE sur trois (3) ans (2025-2026-2027)

Référence SIGMAP : F_MAE_109397

Avis n° : 001 **/MAE/PRMP/SP-PRMP du** 12 mai **2025**

Identification de la procédure : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics du Ministère des Affaires étrangères, version n°1 du 10 avril 2025 publié sur le portail web des marchés publics du Bénin.

2. Le Ministère des Affaires étrangères *a obtenu dans le cadre de son budget des* fonds du budget national afin de financer *les Programme 1 : Pilotage et Soutien aux Services du MAE, Programme 2 : diplomatie et Relations Extérieures et Programme 3 : Attractivité et Rayonnement du Bénin à l'Étranger,* et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché : Accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition de fournitures de bureau, des produits d'entretien de véhicules, de documents juridiques et d'ampoules au profit des 3 programmes du MAE sur trois (3) ans (2025-2026-2027/ F_MAE_ 109397.

BON A LANCER

3. Le Ministère des Affaires étrangères sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir *des fournitures de bureau,* des produits d'entretien de véhicules, de documents juridiques et d'ampoules *au profit des structures des 3 programmes du MAE sur trois (3) ans (2025 ; 2026 ;2027).* La présente Demande d'Appel d'Offres est en lot unique et sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est évaluée économiquement la plus avantageuse.

Les variantes sur le délai d'exécution seront prises en considération pour ce marché.

La procédure aboutira à un accord-cadre qui sera mise en œuvre par émission de bons de commande chaque année. Le renouvellement des bons de commandes est subordonné à la délivrance d'une attestation de satisfaction délivrée par l'Autorité Contractante. Les prix indiqués dans les bons de commande doivent être conformes aux prix proposés dans l'offre du titulaire de l'accord-cadre.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats éligibles, remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des articles 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations au *Ministère des Affaires étrangères, auprès de Madame KINDJI Y. Lucrèce, Personne responsable des Marchés publics a.i.; diplomatie.prmp@gouv.bj* et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres au secrétariat de la personne responsable des marchés publics à l'adresse mentionnée ci-après : *Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés publics, sis au bureau 328, 3ème étage de l'ancien bâtiment du Ministère, à compter du 12 / 05 /2025* de *8 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heure locale)*.

6. Le délai d'exécution de l'accord-cadre est de trente-six (36) mois. *Le délai d'exécution des bons de commande sera précisé dans chaque bon de commande.*

7. Les exigences techniques et expériences en matière de qualification sont :

BON A LANCER

a) Pour les anciennes entreprises :

- **Exigences techniques et expériences pour les anciennes entreprises** :

- Être une entreprise ou un groupement d'entreprises exerçant dans le domaine de la commercialisation des fournitures de bureau et/ou des produits d'entretien, justifié par le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) ou les statuts de l'entreprise.

NB : Les domaines d'activités tels que : divers, commerce général et autres prestations ne seront pas prises en compte.

- Disposer d'une boutique équipée en fourniture de bureau ou être en partenariat avec d'autres entreprises équipées en fournitures de bureau et/ou produits d'entretien, justifié par une déclaration sur l'honneur et en fournir la preuve de location ou le titre de propriété de la boutique ou la preuve de partenariat ;
- Avoir exécuté avec satisfaction au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) et de l'année en cours, au moins deux (2) marchés de livraison de fournitures de bureau et / ou de livraison de produits d'entretien pour un montant minimum hors taxes égal à cent cinquante-cinq millions neuf cent trente-deux mille deux cent trois (155 932 203) FCFA Hors Taxes (HT), justifiés par la copie légalisée des attestations de bonne fin d'exécution ou de procès-verbal de réception, assortis du contrat (page de garde, page de signature et page portant le montant en copie simple), signés par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'État ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé ;

- **Exigences financières pour les anciennes entreprises**

- Capacité financière :

- Avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022 et 2023), un chiffre d'affaires moyen annuel au moins égal à trois cent onze millions huit cent soixante-quatre mille quatre cent cinq (311 864 405) FCFA, justifié par les états financiers fournis dans la forme prescrite par l'annexe A-3-2.

- Disposer des avoirs liquides sous la forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de dix-sept millions trois cent vingt-cinq mille huit cents (17 325 800) FCFA, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin.

NB : **Les exigences financières sont cumulatives.**

b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

- **Exigences techniques et expériences pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence** :

- Être une entreprise ou un groupement d'entreprises exerçant dans le domaine de la commercialisation des fournitures de bureau et/ou des produits d'entretien, justifié par le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) ou les statuts ;

NB : Les domaines d'activités tels que : divers, commerce général et autres prestations ne seront pas prises en compte.

- Disposer d'une boutique équipée en fourniture de bureau ou être en partenariat avec d'autres entreprises équipées en fournitures de bureau et/ou produits d'entretien, justifié par une déclaration sur l'honneur et en fournir la preuve de location ou le titre de propriété de la boutique ou la preuve de partenariat ;

- Disposer d'un personnel d'encadrement dont les profils, qualifications et expériences sont indiqués au point 5 de la sous-section C. Critères d'évaluation et de qualification ;

BON A LANCER

Ce personnel d'encadrement devra participé avec satisfaction à au moins deux (02) marchés de fourniture de bureau pour un montant minimum hors taxes égal à cent cinquante-cinq millions neuf cent trente-deux mille deux cent trois (155 932 203) FCFA par marché au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) et l'année en cours, justifiés par les copies légalisées du diplôme, des attestations ou certificats de travail, accompagnée des copies simples de sa pièce d'identité en cours de validité et d'un Curriculum Vitae daté et signé en 2025 par l'intéressé.

NB : Chacune des attestations de travail ou de service fait doit porter un montant minimum de cent cinquante-cinq millions neuf cent trente-deux mille deux cent trois (155 932 203) FCFA par marché.

- **Exigences financières pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence** :

- Disposer des avoirs liquides sous la forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de dix-sept millions trois cent vingt-cinq mille huit cents (17 325 800) FCFA, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin.

Fournir une attestation d'assurance des risques professionnels indiquant l'objet et le montant au moins égale à trois cent quarante-trois millions cinquante mille huit cent quarante-six (343 050 846) FCFA en originale ou copie légalisée couvrant la période de validité et de l'exécution de l'offre.

- Les entreprises naissantes produiront le bilan d'ouverture et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence fourniront les états financiers de leurs années d'existence dans les formes prescrites au point 1 de l'annexe A-3-2.

NB : Les exigences financières sont cumulatives.

NB : Valable pour toutes les entreprises :

BON A LANCER

- **La non-conformité aux exigences financières est éliminatoire ;**
- **Les exigences financières sont cumulatives.**
- **Le soumissionnaire devra joindre à son offre une indication géographique du siège physique de son entreprise ou établissement accompagnée d'une photo indiquant clairement sa façade avec l'enseigne ;**
- **Tout document édité dans une autre langue autre que le français doit être accompagné de sa traduction en langue Française sous peine de rejet de l'offre**
- **L'offre et tous les documents annexés doivent porter une signature manuscrite et non scannée sous peine de rejet de l'offre.**

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet à *compter du* 12 / 05 */2025 de 8 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heure locale).* Le dossier d'Appel d'offres en version papier sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics, *sis au bureau 328, 3ème étage de l'ancien bâtiment du Ministère* ou adressé aux candidats à leurs frais par *la poste.* Ce dossier peut aussi être remis aux candidats en version électronique sous le format PDF ou envoyé par voie électronique, sous réserve des dispositions relatives à la dématérialisation.

Ce retrait est matérialisé par une fiche établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques, à savoir, un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre originale sur clé USB en fichier unique sous le format PDF **accessible**, l'original dans une enveloppe marquée « ORIGINAL », la copie dans une enveloppe marquée « COPIE », la clé USB dans une enveloppe marquée « CLE USB » le tout dans une enveloppe unique à l'adresse ci-après : *Secrétariat Permanent de la Personne*

Responsable des Marchés publics, sis au bureau 328, 3ème étage de l'ancien bâtiment du Ministère, au plus tard *le* 11 / 06 */2025 à* 09h 00 minute *(heure locale), GMT +1.* **Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire**. Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes et aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après : *Bureau n° 215 sis au 2ème étage de l'ancien bâtiment du Ministère, en face des escaliers,* le 11 / 06 /2025 à 09 heures 30 minutes, (heure locale), GMT + 1.

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de trois millions cent dix-huit mille six cent quarante-quatre (3 118 644) FCFA. En ce qui concerne les micros, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration de garantie suivant le modèle prévu dans les formulaires du dossier d'appel d'offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de *quatre-vingt-dix (90)* jours calendaires à compter de la date limite de soumission.

Cotonou, le 12 mai 2025
La Personne responsable des marchés publics a.i ;

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES * MAE * PRMP

BON A LANCER

Lucrèce Y. KINDJI